

Rwanda : l'honneur perdu de la France

Un barrage de miliciens Interahamwe pendant le génocide. - © Shooting Dogs



Douze ans après, le génocide des Tutsi du Rwanda s'expose à l'écran. Trois films reviennent sur cet événement en procédant d'une même démarche : le retour sur les lieux de témoins occidentaux du génocide qui, en 1994, ont tenté, sans succès, d'alerter l'opinion internationale. L'un est français, l'autre canadien, le troisième anglais. Deux avaient une caméra sur l'épaule au moment du génocide. Le troisième était casque bleu. Leurs blessures sont cousines. Elles demeurent intactes.

Ces trois films sont aussi l'occasion de revenir sur le rôle sombre de l'ONU dans ce génocide, et sur l'implication plus spécifique de certains États dont la France. À l'heure où la production

éditoriale hexagonale est secouée de hoquets négationnistes, les images et témoignages offerts par *Kigali, des images contre un massacre*, *Shake Hands with the Devil* et *Shooting Dogs* offrent une piqure de rappel salutaire. Quelques semaines après la commémoration fiévreuse du dixième anniversaire de la mort de François Mitterrand, où l'on s'abstint soigneusement de prononcer ou d'écrire le mot « Rwanda », *Golias* apporte, à travers la publication de six documents inédits, un éclairage moins enthousiaste sur la politique de l'Élysée dans la conduite de ce dossier entre 1990 et 1994...

Même les génocidaires ont des amis

Il arrive que l'image simplifie abusivement le sens et la complexité des événements. Il arrive aussi qu'elle leur confère une envergure que les mots sont insuffisants à traduire. Face au génocide des Tutsi, trois films s'essaient à dépeindre l'irreprésentable...

Un ancien ministre français vacille en évoquant le génocide des Tutsi. Sans doute est-ce une première. Le trouble est quasi imperceptible : c'est une solennité qui relègue au second plan le cabotinage habituel ; ce sont des mots, lourds de sens, enfin prononcés ; c'est une gêne qui habite l'orateur, des silences qui mettent en suspension sa parole habituellement fluide.

C'est un regard enfin, qui se perd dans le vague. Celui d'un homme qui a été témoin d'un génocide ; qui a approché les cadavres alignés sur les routes ; qui fut imprégné de la puanteur dantesque qui enveloppait, en ce printemps 1994, le « pays des mille collines » ; qui a serré la main des principaux organisateurs du massacre et senti leur froide détermination.

Bernard Kouchner, puisque c'est de lui qu'il s'agit, apparaît longuement dans le film du réalisateur Jean-Christophe Klotz, *Kigali, des images contre un massacre*. Il en est même un des principaux témoins, et il y a des raisons à cela. En mai 1994, les deux hommes ont séjourné ensemble au Rwanda. Le génocide avait quelques semaines, et à travers tout le pays, les chemins comme les collines étaient tapissés de cadavres en putréfaction. Cadavres de civils, bien sûr. D'hommes coupables d'être nés tutsi. De femmes coupables d'être nées tutsi. D'enfants et de nourrissons coupables d'être nés tutsi. Un génocide.

Bernard Kouchner était officieusement mandaté par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali (proche de l'Élysée), pour négocier entre les parties – Forces armées rwandaises (FAR), obéissant au gouvernement génocidaire, et Front patriotique rwandais (FPR) – l'établissement de « corridors

humanitaires » destinés à secourir ou évacuer quelques miraculés – des enfants de préférence. Bien illusoire, dans un contexte où l'extermination visait jusqu'aux plus innocents parmi les innocents, l'initiative donne la mesure de l'impéritie diplomatique personnifiée par l'ancien secrétaire général des Nations Unies, pour qui, durant cent jours, il ne fut question que de « cessez-le-feu entre les parties » ou de « couloirs humanitaires » quand tout un appareil d'État mettait en œuvre l'éradication méthodique d'une partie de sa population, au rythme d'au moins huit mille victimes par jour.

À quelques jours du départ, l'ex-médecin sans frontières propose à Hervé Chabalier, le patron de l'agence Capa, d'emmener dans ses bagages un de ses reporters. Jean-Christophe Klotz, alors jeune journaliste-reporter d'images (JRI), est celui-là. On a le droit d'y voir une velléité, de la part du plus médiatique des *French Doctors*, d'ajouter un chapitre à sa légende (d'autant que Renaud Girard, du *Figaro*, accompagne lui aussi Bernard Kouchner au titre de la presse écrite). À l'époque député européen, l'ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire de François Mitterrand est pressenti pour le poste de rapporteur spécial pour le Rwanda que la commission des droits de l'homme de l'ONU envisage de créer. Depuis le début de sa carrière, il a du mal à envisager l'humanitaire sans les médias...

Aucun impact

Pour Jean-Christophe Klotz, l'aventure rwandaise s'achève prématurément. Le 8 juin 1994, une balle transperce la hanche du JRI alors qu'il hésite à passer la porte de la paroisse Karoli Lwanga, dans le quartier de Nyamirambo, à Kigali, devenue le précaire refuge de dizaines de personnes placées sous la protection du Père Henri Blanchard, un missionnaire français. Dehors, les miliciens Interahamwe attendent leur heure, la gâchette aux aguets, la machette aiguisée. Cette porte était bien plus qu'une simple issue, puisqu'elle ouvrait sur l'au-delà du génocide en cours, impossible à filmer sauf à s'y brûler. « *J'ai souvent regretté de ne pas [l']avoir ouvert[e]*, confie le documentariste. *Juste pour voir. Passer de l'autre côté des murs. Je crois que c'est pour cela que j'étais devenu journaliste.* »

Témoigner. Dire. Montrer. Pour que le monde, enfin, réagisse. Qu'il s'indigne. Qu'il nomme et désigne du doigt bourreaux et victimes, afin que les premiers soient dissuadés de nuire et les seconds secourus. Montrer. Témoigner. Dire. Pour empêcher Ça. Face à la caméra

de Jean-Christophe Klotz, Philippe Gaillard, chef de la délégation du CICR au Rwanda pendant toute la durée du génocide, qui apparaît longuement dans *Kigali, des images contre un massacre*, met le doigt là où ça fait mal : « *Personne ne peut dire : désolés, nous n'étions pas informés, nous n'avons appris les choses que plus tard... Non, on a pu suivre ça de façon quotidienne. [...] Il y a des contextes où l'information ne contribue pas à modifier le cours des événements. [...] Là, il y a eu une information quasiment en direct, sans aucune conséquence politique. Toi, tu es journaliste. Pour un journaliste, ça doit poser quelques questions ou problèmes, ça : le fait que le travail qu'on fait n'a aucun impact sur le cours des choses...* »

Des questions, des problèmes, effectivement, ça en a



À l'ETO, une reporter de la BBC interroge le capitaine Delon sur l'incohérence du mandat de l'ONU. - © Shooting Dogs

posé à Jean-Christophe Klotz. « *Je me disais que mes images allaient alerter l'opinion, pousser le monde politique à réagir, retracer le réalisateur dans son commentaire. Les semaines passaient. Rien... Mes images n'ont rien changé.* » Face à la mécanique implacable de ce génocide annoncé, en dépit des images, il n'y eut que l'abandon. Entre les miliciens Interahamwe enivrés de haine et leurs victimes désarmées, impuissantes, on tendit un voile d'indifférence. La communauté internationale préférerait regarder ailleurs. Elle fit mine de ne rien voir. En 1994, elle abandonna les Tutsi et les Justes hutu à leurs bourreaux. Ce n'était pas les images qui faisaient défaut, ni les témoignages d'expatriés horrifiés, ni les avertissements préalables. C'était la volonté de se mêler de Ça. D'un génocide. De l'extermination d'une part de l'humanité par une autre, comme on éteindrait la lumière. Cette fois, des Noirs étaient les victimes et d'autres Noirs les bourreaux. Cela ne facilitait pas la prise de conscience du reste du monde, encore moins sa volonté d'agir. Au coeur de la *terra* la plus *incognita* de l'Afrique, un peuple fantasmé par « l'homme blanc »

et réduit au rang de cobaye anthropologique, étiqueté hutu, tutsi ou twa, fut abandonné à son sort par ceux-là même qui lui avaient inculqué ou l'avait conforté dans cette haine qui allait le faire s'autodétruire.

Après plus de dix ans passés en équilibre au-dessus d'un gouffre d'interrogations, Jean-Christophe Klotz a tenu à revenir au Rwanda, à retrouver ceux qu'il y avait côtoyés en 1994 et qui avaient survécu. À travers son film, il boucle la boucle : « *Il fallait que je revienne ici.* » Le documentariste français n'est pas le premier à avoir éprouvé cette nécessité d'un retour en arrière. Fin 2003, l'ancien commandant en chef de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), Roméo Dallaire, publiait un livre-témoignage sur son expérience (*J'ai serré la main du diable*, éditions Libre Expression, Outremont, Québec) et s'efforçait d'exposer les racines du traumatisme qui, depuis, l'avait poussé à plusieurs reprises à tenter de mettre fin à ses jours. Marqué au fer rouge, Roméo Dallaire a vu. Pire, « *soldat de la paix* », il a dû rester passif face au génocide. Parce que les ordres de l'ONU étaient fermes et « *motivés* ». Parce que la communauté des nations avait réduit son contingent de casques bleus à la portion congrue dès les premiers jours d'un drame dont elle ne souhaitait pas se mêler. En conscience. En avril 2004, à l'occasion de la dixième commémoration du génocide, Roméo Dallaire a posé à nouveau le pied au Rwanda. Lui et son épouse étaient suivis, pendant ce séjour, par la caméra de Peter Raymond dans le cadre d'un documentaire en préparation, finalisé depuis, qui porte le même titre que son livre. Au bord des routes, Dallaire a revu défiler les scènes de 1994, les monceaux de cadavres entassés ; il a entendu résonner les tirs d'armes automatiques... Dans son esprit, à jamais, Kigali est hérissée de barrages tenus par des miliciens ivres et imprévisibles, tâchés de sang, entourés des corps disloqués de leurs victimes...

Roméo Dallaire a reçu une éducation catholique. À ce titre, il nomme « *diable* » les organisateurs du génocide des Tutsi du Rwanda, qu'il a largement côtoyés en 1994 (officiers extrémistes des FAR et de la gendarmerie, responsables Interahamwe, pousse-au-crime des médias de la haine...). « *J'ai rencontré en deux occasions les chefs de la milice Interahamwe, témoignait-il dans le documentaire qui lui est consacré. Quand je leur ai serré la main, elle était froide. Pas d'une température froide. En fait, leur main dégageait l'impression d'un corps étranger. Ces hommes avaient forme humaine, pourtant leurs yeux n'étaient plus humains. Ils reflétaient la forme du Mal la plus intense qui se puisse concevoir. Ils étaient le Mal incarné...* »

« *Et pourtant... j'aimais Mitterrand !* »

Un troisième film, *Shooting Dogs*, de Michael Caton-Jones, sorti au cinéma le 8 mars, est né lui aussi d'un retour sur les lieux du génocide. Entre le 7 et le 11 avril 1994, quelques journalistes occidentaux passèrent par l'École technique officielle (ETO) de Kigali, qui était alors placée sous la garde d'un contingent de casques bleus

belges. De nombreux Rwandais menacés d'extermination crurent pouvoir y trouver refuge, à l'abri de la Minuar. Leur espoir s'éteignit le quatrième jour, quand les troupes belges reçurent l'ordre de plier bagages en abandonnant aux miliciens toutes les personnes menacées qui s'étaient placées sous leur protection. Cette fois aussi, des journalistes filmèrent les « condamnés à mort » de l'ETO implorant qu'on les emmène, qu'on les protège, ou même qu'on les tue à l'arme automatique, mais qu'on ne les livre pas aux miliciens tortionnaires.

Cet abandon caractérisé, qui apparaît dans le documentaire poignant de Steven Bradshaw sur *L'insoutenable laisser-faire* de l'ONU face au génocide des Tutsi rwandais (diffusé sur Arte en 2000), montre qu'il n'aura fallu que quatre jours aux planificateurs des massacres pour gagner le bras de fer engagé avec la « communauté internationale ». Cette retraite honteuse, qui leur laissait le terrain totalement dégagé, marque leur victoire totale. L'ETO ne fut qu'un modèle réduit du génocide au Rwanda. L'abandon des forces de l'ONU, l'indifférence des militaires français, belges, américains, italiens, etc. – venus évacuer leurs ressortissants – au sort des Rwandais exterminés sous leurs yeux (indifférence conditionnée par une absence totale de volonté politique), tout cela n'était pas seulement de la non-assistance à personnes en danger. C'était un véritable « feu vert » aux tueurs. *Shooting Dogs* en donne la mesure.

Si ce film est un retour sur les lieux, c'est parce que David Belton, producteur et scénariste du film, est un ancien journaliste de la BBC qui, en 1994, a travaillé dans Kigali livrée aux Interahamwe : « *J'ai mis presque sept ans avant d'éprouver le besoin de témoigner. Témoigner, c'est précisément la raison d'être de ce film, même si c'est avec dix ans de retard ; et aussi rendre hommage à tous ceux dont les télévisions du monde entier ont refusé de montrer la mort en direct sous des prétextes fallacieux.* » Le réalisateur du film, Michael Caton Jones, a souhaité tourner au Rwanda et associer largement les Rwandais au tournage. Il a notamment consulté des rescapés de l'ETO afin de s'approcher au plus près des événements qu'il retrace. Dans *Shooting Dogs*, John Hurt incarne un prêtre catholique installé au Rwanda depuis des lustres, tandis que Hugh Dancy campe un jeune coopérant fraîchement débarqué. Dès le 7 avril 1994, tous deux tenteront de protéger, de témoigner, d'alerter, aidés en cela par une équipe de reporters de la BBC. Mais à l'heure fatidique, le choix s'imposera : abandonner les Tutsi et les démocrates hutu à leur sort et sauver sa vie ; ou bien rester, et mourir – ou assister, passif, au grand carnage – à leurs côtés.

Ce dilemme a laissé son empreinte sur la plupart des Occidentaux qui se sont trouvés témoins du génocide. C'est Jean-Christophe Klotz rapatrié en France après avoir eu la hanche perforée par une balle : « *Je me souviens que l'attaque a cessé aussitôt et que j'ai été évacué. J'ai été évacué parce que j'étais journaliste, blanc.* » C'est Bernard Kouchner décrivant, douze ans

plus tard, l'inaction à motivation variable des « grandes » nations : « *Et pourtant j'aime Clinton ! Et j'aimais Mitterrand !* » C'est David Belton et ses confrères, de la BBC ou d'ailleurs, contraints de laisser derrière eux les réfugiés de l'ETO dont ils venaient de capturer la détresse dans leur caméra. C'est le capitaine Luc Lemaire (transposé à l'écran dans *Shooting Dogs* à travers le personnage du capitaine Delon, et dont le témoignage dans *Rwanda : L'insoutenable laisser-faire* montre l'incompréhension qu'il continue d'éprouver face à l'absurdité des ordres reçus), avec ses casques bleus belges, à qui l'on ordonna d'abandonner leurs protégés à leur sort. C'est Roméo Dallaire et ses casques bleus canadiens, ghanéens, tunisiens, qui restèrent aux côtés des Rwandais... mais furent contraints de garder l'arme au pied. C'est Philippe Gaillard, du CICR, qui n'eut pas d'autre choix que de pratiquer l'équilibre pendant trois mois, au contact quotidien des tueurs et de leurs chefs, et qui chaque soir lisait un poème aux membres de son équipe : « *Un génocide, c'est du non-sens. [...] On est, quelque part, au-delà de l'imaginable. Tuer un million de personnes en moins de trois mois... Et sans chambres à gaz ! Simplement avec des machettes et des tournevis...* »

Obsession ethnique

« *J'avais le sentiment que tout ce que j'avais fait toute la vie pour prévenir le massacre des minorités avait été inutile là, et qu'on avait régressé de vingt ou trente ans* », analyse a posteriori Bernard Kouchner face à Jean-Christophe Klotz. La lucidité que manifeste l'ancien ministre en 2006 montre le chemin parcouru depuis ses premières impressions et déclarations. Le 20 mai 1994, dans un long entretien au *Monde*, l'envoyé officieux de Boutros Boutros Ghali (dont la mission était suivie à la jumelle par l'Élysée) livrait une vision du génocide plus confuse et convenue : « *C'est une vraie catastrophe humanitaire. Les réfugiés qui s'installent dans la région de Gitarama ont été déplacés quatre fois depuis le Nord. Ils n'ont rien, rien à manger. [...] Il y a des milliers de miliciens, difficiles à dénombrer. [...] Ces milices, issues des partis politiques et des organisations de jeunesse, en particulier les plus extrémistes, sont devenus incontrôlables. [...] C'est la rue qui commande, ce sont les miliciens qui commandent, voilà la réalité. [...] On ne voit que les clivages Tutsi = 10 %, Hutu = 90 %. Mais les premiers massacrés ont été des Hutu démocrates, à Kigali et ailleurs.* »

Bref, un chaos à l'africaine où personne ne commande, si ce n'est la rue ; où la crise est humanitaire et non politique ; où l'on tue les Tutsi mais aussi les Hutu, si bien que le lecteur ne comprend plus vraiment qui tue qui et pourquoi ; où l'on évite soigneusement de prononcer le seul mot qui s'impose : génocide. Interrogé, dans le même entretien, sur le rôle de la France dans cette tragédie, Bernard Kouchner récitait la leçon : « *Il ne faut pas exagérer, au Rwanda la France n'a pas soutenu que ceux qui sont devenus des assassins.* » Quitte à relayer un gros mensonge : « *Elle*



© Shooting Dogs

a respecté ses accords de défense avec le gouvernement, mais elle a aussi soutenu les accords d'Arusha, qui ouvraient la voie à une réconciliation nationale. » Jamais il n'y eut d'accords de défense entre la France et le Rwanda.

De manière évidente, la proximité de Bernard Kouchner avec les responsables directs du dossier rwandais à l'Élysée (« *Aaah ! Mon pote Bruno !* » – s'adressant par téléphone, depuis Kigali, à Bruno Delaye, le conseiller diplomatique de François Mitterrand) faussa, à l'époque, son analyse. Sa relation intense avec le chef de l'État français, et la façon si particulière qu'avait ce dernier d'envisager les ressorts de la crise rwandaise, tout cela imprégnait un Bernard Kouchner clairement connecté avec l'Élysée tout au long de cette période. Il retournera d'ailleurs, à la mi-juin 1994, voir Paul Kagame... pour lui présenter les bonnes intentions françaises manifestées par l'opération Turquoise !

Disons qu'en douze ans, Bernard Kouchner a évolué. Il en avait donné un avant-goût en 2004 aux réalisateurs du film « *Tuez-les tous !* », David Hazan, Raphaël Glucksmann et Pierre Mezerette, en évoquant l'« *erreur criminelle* » de François Mitterrand face à un génocide dont le Président français refusait d'admettre qu'il visait les Tutsi, « *ennemis de la France* ». Bernard Kouchner confirme cette évolution dans *Kigali, des images contre un massacre* : « *Puisque, après tout, on l'avait su. Puisque, après tout, on l'avait dit. Et que la communauté internationale avait accepté – pas sous l'œil des caméras, mais sous l'œil de quelques caméras – qu'un génocide, c'est-à-dire la détermination froide de tuer pour ce qu'ils étaient et non pour ce qu'ils avaient fait tous les Tutsi de ce pays impossible qu'était le Rwanda. Et que toutes les explications fournies, vaguement fournies – « c'était les seigneurs, la race des seigneurs, les chefs », etc. –, ce qu'on entendait en France – « oui, mais c'était la révolte des esclaves... » –, ne valaient rien devant ce spectacle des crânes répandus et des lambeaux de vêtements qui s'attachaient... et surtout de ces oiseaux qui venaient bouffer la chair humaine.* »

Ces « *explications vaguement fournies* » auxquelles l'ancien ministre fait allusion renvoient directement à la vision du Rwanda que partageaient François Mitterrand et ses principaux conseillers. Celle d'un pays autrefois soumis au joug d'une monarchie féodale, où des pasteurs guerriers venus d'Éthiopie auraient réduit de braves et trop naïfs agriculteurs bantous au servage. Un pays où, en 1959, grâce à la bienveillance d'une Église catholique romaine plus éprise de démocratisation que jamais, le « *peuple majoritaire* » (*rubanda nyamwinshi*) hutu avait pu enfin s'emparer, *via* une Révolution dite « *sociale* », d'un pouvoir censé lui revenir numériquement. Racialement.

Dans un survol aussi superficiel qu'ethnocentré de l'histoire rwandaise, dans laquelle ils ne voyaient qu'un simple remake de la Révolution de 1789 « *aux sources du Nil* », quelques géopoliticiens de salon ont conduit la République française à épouser, au Rwanda, la cause du « *peuple majoritaire* » et son corollaire : la démocratie ethnique. Ce credo – qui est à la véritable démocratie ce que *Mein Kampf* est à la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen – a figé jusqu'à ce jour l'inconscient collectif occidental dans cette double certitude : 1) un Hutu ne peut que voter Hutu, et un Tutsi voter Tutsi ; 2) il ne saurait y avoir au Rwanda qu'une seule alternative, ethnique et non politique, raciale et non citoyenne : voter Hutu ou voter Tutsi.

En 1990, au moment même où la mythologie française voudrait que François Mitterrand ait impulsé, à l'occasion du sommet de La Baule, un nouveau départ aux relations entre la France et l'Afrique, Jacques Chirac donnait un aperçu stupéfiant de la perception, par nos élites politiques, des réalités africaines. À la journaliste Catherine Nay, qui lui demandait sur Europe 1 « *s'il n'était pas un peu raciste de dénier aux Africains le droit d'avoir plusieurs partis, comme n'importe quel citoyen du monde* », l'actuel chef de l'État osait répondre : « *C'est que les pays d'Afrique ont une caractéristique : c'est d'être divisés, non pas par l'idéologie – il n'y a pas d'affrontements idéologiques entre Africains dans tel ou tel pays – mais par des divisions ethniques. Il y a dans ces pays un très grand nombre de tribus qui ont leurs traditions, qui ont leur culture, qui ont leur histoire et qui se sont toujours battues. Le grand effort des dirigeants modernes de ces pays, depuis les indépendances, c'est de rassembler ensemble ces gens, de les faire s'entendre et de réaliser l'unité nationale et l'effort de redressement. Dès que vous envisagez la création, comme cela, simplement parce que l'Europe considère que c'est bien, d'un certain nombre de partis, ce que je peux comprendre, que se passe-t-il ? Vous avez immédiatement un parti par tribu, et au lieu d'avoir la démocratie, vous avez l'affrontement et un risque d'anarchie. Il faut tout de même réfléchir avant d'imposer à tous ses certitudes. La démocratie peut revêtir un certain nombre de formes. J'entendais tout à l'heure qu'on avait le choix entre un parti et un autre parti. Cela n'a aucun sens en Afrique, où il n'y a pas de clivages idéologiques.* »

Aucun sens ? Bien Missi'é. Oui Missi'é...

Au nom de la « Francophonie »

Mais laissons Jacques Chirac à son Afrique Banania. Maire de Paris pendant la période 1990-1994, ce n'est pas lui qui inspirait la diplomatie de la France dans la région des Grands lacs africains. Pas lui, mais d'autres qui pensaient à peu de choses près comme lui : le chef de l'État (François Mitterrand), le secrétaire général de l'Élysée (Hubert Védrine), le conseiller diplomatique du Président (Bruno Delaye), le chef de son état-major particulier (le général Christian Quesnot), le chef d'état-major des armées (l'amiral Jacques Lanxade), tous sont imprégnés des mêmes convictions « tribales ». Dans leurs écrits s'exprime l'ethnographie la plus rance, tandis que l'américano-anglophobie semble leur tenir lieu d'unique projet politique avec les pays d'Afrique.

Les documents reproduits plus loin par *Golias* illustrent l'africanisme désuet – mais nocif – qui a tenu lieu de boussole aux responsables de la politique française au Rwanda entre 1990 et 1994. Une pensée figée à la fin du XIX^e siècle, enlisée dans les sables de Fachoda, incapable de penser « la grandeur de la France » autrement que par la volonté entêtée de ressusciter l'empire.

En 1994, la diplomatie française se serait grandie à utiliser son influence – et le droit d'ingérence, notamment militaire, qu'elle s'octroie en Afrique quand bon lui semble – pour prévenir et empêcher un génocide annoncé. Ses dirigeants ont agi à l'inverse. Ils sont restés fidèles à leurs amis de trente ans. Des amis qui préparaient le génocide des Tutsi.

Cette longue amitié n'allait pas de soi. S'enticher de quelques hommes et femmes – exquis, certes, cultivés, certes, mais obsédés par la race et dévorés par la haine – vivant à des milliers de kilomètres de chez vous, dans un pays que le vôtre n'a même pas colonisé, cela n'est pas mécanique. Il fallait un enjeu, et cet enjeu, tenez-vous bien, ce fut... la place de la France dans le monde !

Parce qu'une infime minorité du peuple rwandais (dont la langue commune est le kinyarwanda) parlait le français, on déclara que ce pays rejoindrait la grande famille de la « Francophonie », des « pays du champs », bref, qu'il intègrerait la « Françafrique ». Et dans les hautes sphères de la diplomatie et de l'état-major, à Paris, on afficha des cartes montrant que le Rwanda était un verrou (*voir, pages suivantes, la carte du pseudo-« Tutsiland » qui, en 1994, accaparait les stratégies de l'Élysée bien plus que le génocide lui-même*). Un verrou « géostratégique » entre les pays « amis », où notre langue est parlée, et ceux (représentés par les rebelles du FPR, venus d'Ouganda et portant les revendications des Tutsi contraints à l'exil par les vagues successives de massacres au Rwanda) où l'on persiste à parler la langue de l'ennemi héréditaire : l'Anglo-Saxon. Voilà au nom de quoi nous avons soutenu jusqu'au bout du bout, et même bien après la fin du génocide, nos vieux amis. Pour ce faire, il a fallu à nos stratèges demeurer sourds et aveugles pendant quatre longues années, de 1990 à 1994. Tout

ce qui annonçait la préparation du génocide, l'implication des plus hauts responsables du régime Habyarimana dans ce projet démentiel, ils le jetèrent aux orties. À l'inverse, ils imaginèrent un vaste complot menaçant les intérêts de la France et les nobles principes que celle-ci aime à défendre, en tous lieux et de tout temps. Ils inventèrent une invasion ougandaise qui n'a jamais existé que dans leur imagination. Ils prétextèrent – et prétextent encore – des accords de défense qui n'ont jamais existé que dans leur imagination. Ils allèrent jusqu'à inventer de toutes pièces un génocide anti-Hutu censé avoir décimé leurs protégés, ceux-là même qui commettaient au vu et au su de multiples témoins non rwandais (le CICR, quelques ONG, des journalistes, la Minuar...) le génocide des Tutsi.

Regain négationniste

« En 1994, je n'avais pas compris à quel point mon pays était lié au régime rwandais », confie Jean-Christophe Klotz. Bernard Kouchner, lui aussi, a largement minimisé cette liaison à l'époque. De même qu'il a minimisé, dans ses déclarations tenues en 1994, la discipline qui régnait au Rwanda derrière l'apparence du chaos. Ainsi les milices n'étaient-elles pas une manifestation spontanée, anarchique, bien au contraire : elles étaient le bras armé du génocide, conçues comme tel par les planificateurs de l'extermination des Tutsi. Lesquels étaient les amis des amis de Bernard Kouchner.

Dans le saint des saints du pouvoir français, le génocide des Tutsi n'a jamais eu droit de cité. La France a été le seul pays au monde à reconnaître le gouvernement intérimaire rwandais, celui des tueurs. Le 24 mai 1994, le président de la République rwandaise par intérim, qui régnait sur le gouvernement des assassins, Théodore Sindikubwabo, écrivait à son homologue français pour le remercier du « soutien moral, diplomatique et matériel » que celui-ci avait « assuré » au Rwanda « depuis 1990 jusqu'à ce jour ». Tandis que les principaux conseillers de François Mitterrand abreuvaient le chef de l'État d'informations tendancieuses, quand elles n'étaient pas purement fantaisistes, d'où il ressortait qu'il n'y avait qu'un seul danger au Rwanda : le FPR honni.

Dès 1990, le Président Mitterrand et sa garde rapprochée se sont claquemurés dans une vision délirante de la crise rwandaise dont tous ceux qui ont survécu au chef de l'État demeurent prisonniers. Douze ans après le drame, il leur est insupportable que l'Histoire, la grande Histoire, ne se plie pas à leur vision. Alors ils mandatent leurs propres scribes pour la réécrire conformément à leur « analyse » ethno-stratégique. Une analyse qui cherche, en vain, à établir qu'ils auraient soutenu un peuple opprimé contre la barbarie, et non cautionné l'inhumanité contre l'innocence.

En 2005, leurs supplétifs se sont montrés productifs et culottés. Ils ont hissé l'art de l'accusation en miroir et le racisme anti-Tutsi à des sommets qu'on aurait cru réservés aux génocidaires condamnés ou en instance de procès devant le tribunal d'Arusha. Pendant une

année entière, on eut l'impression nauséuse de voir refluer les médias de la haine rwandaise dans les librairies et kiosques de l'Hexagone, sur les ondes des radios publiques, dans une indifférence quasi parfaite.

Pour leur malheur, la vision de ces journalistes sous commandite et autres experts autoproclamés était à ce point calquée sur celle des idéologues les plus résolus du Hutu Power qu'elle finit par se retourner contre ceux qui l'agitaient. Et l'argumentation à décharge se mua en acte d'accusation : ainsi, il se trouvait bien, en France, des personnes pour adhérer sans le moindre renoncement à l'idéologie – intacte – et aux argumentations – perverses – brandies par les génocidaires devant leurs juges.

Tour de passe-passe

Cette vague négationniste n'a pas déferlé par hasard. Depuis le début 2005, la justice menace de dynamiter la version officielle française. Des plaintes ont été déposées (contre X) devant le Tribunal aux armées de Paris. Elles visent des militaires français ayant participé à l'opération Turquoise, au titre de la complicité de génocide. Deux d'entre elles ont d'ores et déjà donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire. Or Turquoise est le dernier rempart protégeant la grande mystification. Et ce rempart est d'autant plus fragile que, depuis douze ans, la vérité est sous nos yeux. Pendant deux mois et demi, la communauté internationale a laissé massacrer les Tutsi rwandais, quasiment jusqu'au dernier. Mais à la mi-juin, au moment où les auteurs des massacres se voyaient menacés par l'offensive du FPR, qui les ramènerait à une réalité dont ils s'étaient échappés durant ces trois mois de « non-sens » orchestré, le sang des responsables français ne fit qu'un tour. Nous voulions désormais sauver à tout prix ceux qui pouvaient l'être. Mais sauver qui ? Et de quoi ? Sur ces deux questions repose la mystification.

Écoutons Roméo Dallaire : « *Je comprenais mal qu'après trois mois de massacres, [la France] se montre intéressée à envoyer des troupes qui sont perçues par le FPR comme l'ennemi. Le FPR qui poursuit son avance et combat avec succès les troupes que [les Français ont] entraînées, équipées, et qui sont en train de commettre les exactions.* » Écoutons Bernard Kouchner, chez qui la lucidité le dispute à la candeur : « *[L'opération Turquoise] s'est mal passée. Honnêtement, hein, je n'arrive pas non plus à croire que c'était voulu qu'elle se passe mal, et qu'on allait protéger les salauds, les génocidaires, les pourritures.* » Écoutons Alain Juppé en 1994 : « *...les survivants qui sont sur les routes, et il y en a qui sont entourés, encerclés, menacés d'extermination et c'est ceux-là que nous voulons protéger...* » Écoutons Jean-Christophe Klotz : « *Mais il manque une information pour lire convenablement ces images [de réfugiés rwandais fuyant par centaines de milliers le long des routes, ndlr]. Il n'y avait plus de Tutsi dans cette région du pays. Et c'était ceux qui les avaient exterminés qui accueillaient les Français en libérateurs. Ils avaient des raisons d'être*

joyeux. L'intervention française allait bloquer l'avancée du FPR de Paul Kagame et les mettre à l'abri de toute représaille. » Écoutons Philippe Gaillard : « *Ces gens-là ne fuyaient pas les massacres, ils fuyaient l'avance du FPR.* » Et une dernière fois Jean-Christophe Klotz : « *Par un formidable tour de passe-passe médiatique, la menace ne semble plus venir de l'armée rwandaise et des milices, mais du FPR : la seule autorité qui jusque-là, de fait, mettait fin au génocide au fur et à mesure de son avancée. Filmées du point de vue des militaires [français], les images renouent avec la lecture ancienne des événements, tenace. L'ennemi reste bien le FPR, génocide ou non.* »

Tenace comme l'amitié qui unit toujours, douze ans plus tard, certains responsables et intellectuels français au Hutu Power. Génocide ou non.

Mehdi Ba

Un génocide sur écrans

Kigali, des images contre un massacre, de Jean-Christophe Klotz (90'), coproduction ADR Productions-KTO-Ina, en association avec Arte France et Capa. Le film sera diffusé sur Arte et KTO dans le courant de l'année 2006. La date de programmation n'est pas encore fixée à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Shake Hands with the Devil : The Journey of Roméo Dallaire, de Peter Raymont, (Canada, 2005, 90'). La version longue, en anglais (sous-titrée en français), sera projetée lors de la 4^e édition du Festival international du film des droits de l'homme de Paris, qui se tient cette année du 22 au 28 mars (www.festival-filmdroits-delhomme.org). Le festival offre depuis quatre ans une sélection de documentaires de grande qualité, notamment sur la question du génocide des Tutsi du Rwanda, puisque l'on avait pu y voir en 2004 *Un Cri d'un silence inouï*, d'Anne Lainé, et en 2005 « *Tuez-les tous !* » *Histoire d'un génocide "sans importance"*, de David Hazan, Raphaël Glucksmann et Pierre Mezerette.

Une version courte du documentaire consacré à Roméo Dallaire, *J'ai serré la main du diable* (50') est disponible en VF dans l'édition *collector* du DVD d'*Hotel Rwanda*, le film de Terry George.

Shooting Dogs, de Michael Caton-Jones (1 h 54), avec John Hurt, Hugh Dancy, Dominique Horwitz, Clare-Hope Ashitey, David Gyasi, Susan Nalwoga, Steve Toussaint... Scénario de David Wolstencroft d'après un récit de Richard Alwyn et David Belton. Sortie nationale le 8 mars.

Les documents qui embarrassent l'Élysée

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 6 mai 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

- N O T E -
-oo0oo-

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

O B J E T : Entretien avec le Chef de l'Etat intérimaire du Rwanda.

Mr le Docteur Théodore SINDIKUBWABO, président du Conseil National de Développement (CND), originaire du sud (Butare) nouveau chef de l'Etat, très âgé et de santé fragile, m'a appelé mercredi 4 mai à midi. Il désirait avoir un entretien téléphonique avec vous. Je lui ai dit que ce n'était pas possible pour l'instant et que je vous transmettrais le message qu'il voudrait bien me confier.

Il vous remercie de tout ce que vous avez fait pour le Rwanda et de l'accueil qui a été réservé à Paris à la délégation conduite par le ministre des Affaires Etrangères. Il désire la mise en application des accords d'Arusha mais estime que le FPR, très aidé par le président MUSEVENI de l'Ouganda, a pour seul objectif de s'emparer du pouvoir par la force à Kigali.

Sur le terrain le FPR refuse tout cessez-le-feu et aura incessamment atteint ses buts de guerre : le contrôle de toute la partie est du Rwanda y compris la capitale afin d'assurer une continuité territoriale entre l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. Le Président MUSEVENI et ses alliés auront ainsi constitué un "Tutsiland" avec l'aide anglo-saxonne et la complicité objective de nos faux intellectuels remarquables relais d'un lobby tutsi auquel est également sensible une partie de notre appareil d'Etat.

L'instabilité de la région (Rwanda, Burundi, Zaïre et Tanzanie) est assurée pour des années : les Hutus majoritaires (85 %) au Rwanda et au Burundi n'accepteront pas le contrôle tutsi.

Est-ce vraiment ce que nous voulons ?

L'introduction de l'ONU ou de l'OUA agréementée d'un zeste d'humanitaire pour nous donner bonne conscience n'empêchera pas les massacres en cours ; jusqu'ici l'effet a été plutôt inverse.

A travers le drame du Rwanda et l'abandon de fait d'années de coopération franco-rwandaise, sera-t-il possible de garantir à d'autres pays amis africains que des situations analogues ne nous conduiront pas à une réaction identique de repli ?

A défaut de l'emploi d'une stratégie directe dans la région qui peut apparaître politiquement difficile à mettre en oeuvre, nous disposons des moyens et des relais d'une stratégie indirecte qui pourraient rétablir un certain équilibre.

Quesnot
Général QUESNOT

Mai 1994 : Le gouvernement génocidaire remercie François Mitterrand

En mai 1994, le chef de l'état-major particulier du président de la République française, le général Christian Quesnot, se fait le relais des requêtes adressées à la France par le gouvernement génocidaire, en la personne de son chef de l'État : Théodore Sindikubwabo. Originaire de Butare, la préfecture « rebelle » qui avait été dissuadée par son préfet de basculer dans le génocide pendant les quinze premiers jours des massacres, le D^r Sindikubwabo alla en personne démettre ce préfet (qui fut assassiné peu après avec sa famille) et galvaniser la population afin de la mettre au « travail » – c'est-à-dire massacrer les Tutsi.

Dans le cadre d'un premier entretien téléphonique avec le général Quesnot, le 4 mai, la plus haute autorité rwandaise, dont le bilan à cette date se compte déjà en centaines de milliers de morts, « remercie [François Mitterrand] de tout ce que

PRÉSIDENTICE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 24 mai 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier



- N O T E -

à l'attention de Monsieur le Président de la République

OoO

O B J E T : Correspondance du docteur Théodore SINDIKUBWABO
Président par intérim du RWANDA.

Suite à l'appel téléphonique du Président du Rwanda dimanche 22 mai dont je vous ai rendu compte ce matin à 11 heures 30, l'attaché de Défense Rwandais à PARIS m'a fait parvenir à votre intention la lettre jointe adressée par fax.

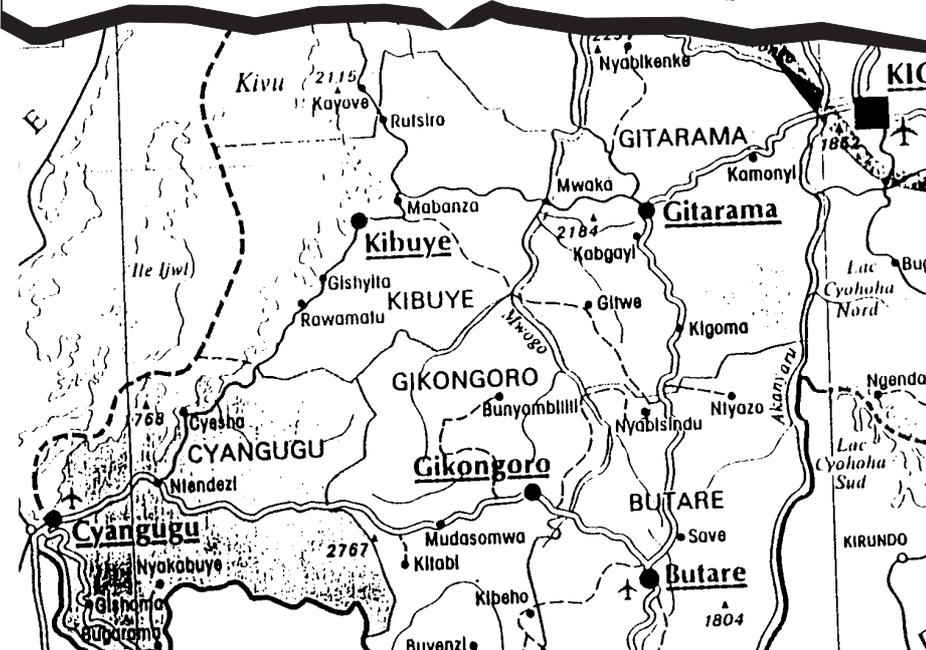
Sur le terrain le rapport de forces, y compris à Kigali, est de plus en plus favorable au FPR avec l'aide matérielle et diplomatique de l'OUGANDA et la complicité implicite de toutes les autres puissances.

Le sommet régional n'aura pas lieu et il n'y aura pas de véritable cessez le feu avant la conquête totale du pouvoir par le FPR. L'arrivée au pouvoir dans la région d'une minorité dont les buts et l'organisation ne sont pas sans analogie avec le système des Khmers rouges est un gage d'instabilité régionale dont les conséquences n'ont pas été anticipées par ceux, y compris en France, dont la complicité et la complaisance sont patentes.

Le Gouvernement, suite à la mission de Monsieur Douste Blasy, veut rendre encore plus visible notre contribution humanitaire au Burundi et en Tanzanie. Monsieur Juppé, sans illusion excessive, se dit prêt à faire une nouvelle démarche diplomatique auprès de Monsieur Museveni afin qu'il fasse pression sur le FPR pour l'amener à respecter un cessez le feu. L'arrivée de 5500 hommes de l'ONU en renforcement de la MINUAR reste problématique compte-tenu du peu d'enthousiasme des états africains et de l'inertie américaine.

Général QUESNOT

[celui-ci a] fait pour le Rwanda et de l'accueil qui a été réservé [en avril 1994] à la délégation conduite par [son] ministre des Affaires étrangères ». Dans un courrier ultérieur, daté du 22 mai, (voir page 65) il exprime à son homologue français les « sentiments de gratitude [du peuple rwandais] pour le soutien moral, diplomatique et matériel [...] assuré » par la France « depuis 1990 jusqu'à ce jour ».



REPUBLIQUE RWANDAISE
Présidence de la République

KIGALI, le 22 Mai 1994

A Son Excellence Monsieur François MITTERRAND,
Président de la République Française.

PARIS

Excellence Monsieur le Président,

Je prends la liberté de Vous informer que la situation militaire au Rwanda, spécialement à KIGALI est très grave et même inquiétante dans la mesure où nos forces armées, faute de munitions, ont dû se retirer de l'aéroport international de KIGALI.

Comme Vous le savez, l'appui de l'Uganda au Front Patriotique Rwanais a été massif et déterminant. Les appels à la Communauté internationale, en vue d'inviter le Président MUSEWENI à mettre fin à son intervention pour permettre les négociations sont restés vains.

Monsieur le Président,

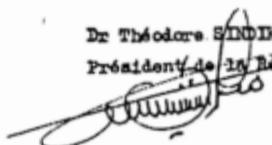
Depuis que, de par la Constitution, j'ai remplacé le Regretté Président Juvénal Habyarimana à la tête du pays, j'ai consacré mes efforts à pacifier le pays. En cela, le Gouvernement et l'Armée m'ont donné leur appui total et nous avons noté avec satisfaction l'arrêt des massacres interethniques, du moins dans la partie que nous contrôlons. Le Front Patriotique lui, a poursuivi des massacres massifs comme en a témoigné un Représentant du Haut Commissariat aux Réfugiés. Les progrès militaires du Front Patriotique risquent de rallumer le feu et replonger le pays dans une crise plus grave que la précédente.

Monsieur le Président,

Le Peuple Rwanais Vous exprime ses sentiments de gratitude pour le soutien moral, diplomatique et matériel que Vous lui avez assuré depuis 1990 jusqu'à ce jour. En son nom, je fais encore une fois appel à Votre généreuse compréhension et celle du Peuple Français en Vous priant de nous fournir encore une fois Votre appui tant matériel que diplomatique. Sans Votre aide urgente, nos agresseurs risquent de réaliser leurs plans et qui Vous sont connus.

C'est dans l'espoir que Vous nous manifesterez Votre habituelle compréhension que je Vous prie, Monsieur le Président, d'agréer les assurances de ma très haute considération.

Dr Théodore BUNDIKUWEHO
Président de la République



Plusieurs passages contenus dans les notes adressées à François Mitterrand les 6 et 24 mai 1994 par son chef d'état-major particulier montrent la grande proximité de vues entre le général Quesnot et le Président du gouvernement intérimaire. L'officier français préconise notamment :

« À défaut de l'emploi d'une stratégie directe dans la région qui peut apparaître politiquement difficile à mettre en œuvre, nous disposons des moyens et des relais d'une certaine stratégie indirecte qui pourrait rétablir un certain équilibre. » Ceci –

qui fait écho à la mission d'un lieutenant-colonel des FAR à Paris, le 9 mai, pour s'y entretenir avec le chef de la mission militaire de Coopération, le général Jean-Pierre Huchon, de l'aide susceptible d'être apportée par la France aux FAR et au régime génocidaire – indique que la France soutient vraisemblablement en sous-main la clique criminelle par des livraisons d'armes.

S'affichent également sans complexes dans ces écrits la paranoïa ethniste d'un grand empire tutsi-hima en cours de constitution. Le génocide qui vise les Tutsi, lui, n'est même pas mentionné.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

26 FEV. 1993

Le Ministre de la Défense

006816

NOTE

pour

le Président de la République

**OBJET : RWANDA**

Je reste préoccupé par notre position au Rwanda et par le rôle dans lequel nos 690 militaires peuvent se trouver entraînés, car l'armée rwandaise, de fait, ne se bat plus guère.

Il y a en ce moment 900.000 réfugiés dormant pratiquement en plein air entre les lignes du FPR et KIGALI. Leur seule présence est un facteur de troubles sérieux, et, bientôt, de situations incontrôlables.

Je vois mal le FPR renoncer à une victoire si proche et qui n'appelle sans doute même pas une offensive générale de sa part.

Je ne vois pas non plus comment faire revenir MUSEVENI à de meilleurs sentiments car nous n'avons pas sur lui de moyens de pression importants.

Quant à HABYARIMANA, l'envoi de deux compagnies supplémentaires, après beaucoup d'autres démonstrations de soutien, fait qu'il se sent à présent l'un des dirigeants africains les mieux protégés par la FRANCE. Ce n'est pas la meilleure façon de l'amener à faire les concessions nécessaires.

Or, il est, par son intransigeance politique, et par son incapacité à mobiliser sa propre armée, largement responsable du fiasco actuel.

Une autre politique était possible

Cette note adressée par Pierre Joxe, alors ministre de la Défense, au Président Mitterrand le 26 février 1993 montre qu'une autre politique était possible au Rwanda, et qu'elle était formulée au sein de l'appareil d'État français. « Quant à Habyarimana, écrit Joxe, l'envoi de deux compagnies supplémentaires, après beaucoup d'autres démonstrations de soutien, fait qu'il se sent à présent l'un des dirigeants africains les mieux protégés par la France. Ce n'est pas la meilleure façon de l'amener à faire les concessions nécessaires. Or, il est, par son intransigeance politique, et par son incapacité à mobiliser sa propre armée, largement responsable du fiasco actuel. »

- 2 -

Si le FPR reprend son avance, nos soldats peuvent, au bout de quelques heures, se retrouver face aux rebelles.

Le seul moyen de pression un peu fort qui nous reste, - l'intervention directe étant exclue - me semble l'éventualité de notre désengagement :

- présentée à HABYARIMANA comme une menace, elle peut l'amener à assouplir ses positions;

- présentée à MUSEVENI et au FPR comme une réponse possible à leurs propres concessions, elle pourrait les faire renoncer à une victoire militaire au profit de la seule victoire politique.

Marcel DEBARGE devrait, à mon avis, pouvoir disposer de cet argument pour faciliter sa mission.



Pierre JOXE

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 2 mars 1993

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

À l'attention de Monsieur le Président de la République

(S/c de Monsieur le Secrétaire Général)

-:-

Objet : RWANDA - MISSION DE M. DEBARGE

J'ai accompagné M. DEBARGE dans sa mission au RWANDA (27 - 28 février) et en OUGANDA (1er mars).

A KIGALI, le Ministre de la Coopération et du Développement a rencontré le Président HABYARIMANA, le Premier Ministre et les principaux Ministres. A KAMPALA il a eu un entretien de 2 heures avec le Président MUSEVENI.

1) - Au RWANDA

Sur le plan militaire, le Front Patriotique Rwandais (FRP) est à 25 kms de KIGALI et consolide ses positions. L'armée gouvernementale, touchée par les divisions politiques rwandaises, est inégalement motivée et ne se bat pas comme elle le devrait.

Mais surtout, le FPR, qui n'est pas accueilli en libérateur, pousse devant lui un million de personnes qui le fuient, soit 12 % de la population. Ces déplacés sont regroupés dans des camps aux portes mêmes de KIGALI (M. DEBARGE en a visité un où sont entassées 100.000 personnes).

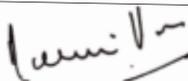
Il suffit que le FPR accentue sa pression ou bombarde quelques camps pour que la capitale soit envahie. Ni le Président, ni le Gouvernement ne pourront faire face au désordre qui s'en suivra.

Sur le plan politique, contrairement aux engagements pris, aucun rapprochement n'est intervenu entre le Président HABYARIMANA et son Premier Ministre.

Le Président ne prend pas d'initiative et paraît dépassé. Rassuré par l'envoi de 2 compagnies supplémentaires il y a 15 jours, il ne cherche plus de compromis politique avec l'opposition. Convaincu de notre engagement à ses côtés, il ne peut croire que nous laisserons le FPR entrer en vainqueur dans KIGALI.

Le Premier Ministre et les opposants, favorables eux aussi à la présence et au maintien des troupes françaises, mais plus soucieux de chasser du pouvoir HABYARIMANA que de s'opposer au FPR malgré la crainte qu'il leur inspire, croient encore en leurs chances de s'imposer comme une troisième force.

Après les nettes et sévères mises en garde de M. DEBARGE (urgence d'arriver à un compromis politique et de présenter un front uni face au FPR dans les prochains jours, illusion sur le succès possible d'une troisième force car le FPR, minoritaire, imposera, s'il l'emporte, une politique totalitaire, rappel des objectifs limités de l'intervention militaire française ...), le Président et l'opposition ont cependant accepté de collaborer et de définir ensemble la position que défendra le Premier Ministre lors de sa rencontre avec le Chef du FPR à DAR-ES-SALAM le 3 mars : rencontre qui pourrait permettre la reprise des négociations d'Arusha.



Dominique PIN.

En ce début 1993, François Mitterrand devine que la gauche sera bientôt balayée par les urnes. Les élections législatives approchent, et avec elles la perspective d'une nouvelle cohabitation. Le Président sait qu'il devra bientôt partager le pouvoir, et donc la gestion du dossier « Rwanda ».

Il dépêche son ministre de la Coopération, Marcel Debarge, pour une mission au Rwanda et en Ouganda. Mais ce n'est pas pour mettre en œuvre la politique alternative préconisée par Pierre Joxe, bien au contraire.

Au Rwanda, Marcel Debarge formulera de « nettes et sévères mises en garde (urgence d'arriver à un compromis politique et de présenter un front uni face au FPR dans les prochains jours, illusion sur le succès possible d'une troisième force [à côté du FPR et du parti présidentiel, ndr] car le FPR imposera, s'il l'emporte, une politique totalitaire...) ».

Ce « front uni » préconisé par la diplomatie française n'est rien d'autre qu'un front racial.

L'opposition hutu est sommée de passer une alliance avec Habyarimana contre le FPR, sur une base ethnique. De là à déduire que le Hutu Power a été pensé depuis Paris...